



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA REGION CENTRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay-Meslay, le

8 - 03. 2010

Unité Territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire
Bureau de l'Aménagement du Territoire
et des Installations Classées
BP 3208
37925 TOURS CEDEX 9

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire**

I- OBJET DE LA DEMANDE

Par transmission en date du 3 décembre 2009, complétée les 17, 22 décembre 2009 et 7 janvier 2010, Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire a adressé au Service de l'inspection des installations classées de l'Unité Territoriale de la DREAL Centre le dossier des enquêtes publique et administrative relatives à la demande de Monsieur Président
Directeur Général de la Société AFM RECYCLAGE, visant à être autorisé à exploiter les installations visées par les rubriques N°167 et 2710 de la nomenclature (cf. le tableau ci-après).

Le dossier, comprenant notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été adressé à l'inspection des installations classées le 5 mai 2009. Il a été reconnu formellement recevable le 10 juin 2009.

P.J. : 1 projet d'arrêté
Copie à : DREAL Centre

Présent
pour
l'avenir

5, avenue de Buffon
B.P. 6407

45064 ORLEANS CEDEX 2

Tél. : 02 38 41 76 00 – Fax : 02 38 56 43 31



II- OBJET DE LA DEMANDE

➤ Nature et volume des activités

Rubrique	A D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume
286	A	Métaux (stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc.	Stockage de déchets métalliques	Surface utilisée	> 50 m ²	2500 m ²
2710.2	D	Déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers	Centre d'apports volontaires	Superficie de l'installation	> 100 m ² mais ≤ 3500 m ²	540 m ²
2711	D	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut	Transit et regroupement d'équipements électriques et électroniques mis au rebut	Volume susceptible d'être entreposé	≥ 200 m ³ mais < 1000 m ³	300 m ³
167.a	A	Station de transit de déchets industriels	Transit de DIB, transit de batteries usagées	-	-	

A autorisation
D déclaration

➤ Implantation de l'établissement

L'établissement est situé à SAINT-PIERRE-DES-CORPS dans la zone industrielle des "Yvaudières", en rive Nord de la "Boire du Bois de Plante".

La ZI des Yvaudières regroupe de nombreux établissements industriels : entreprises de fabrication, unité de broyage automobile (Ets MENUT), triage ferroviaire, dépôts pétroliers, transports...

Les parcelles de terrain concernées, section AP 179 (3835 m²) et AP 181 (5588 m²), sont situées pour partie en zone UX2 et pour partie en zone NDia au titre du PLU de la commune. La zone naturelle NDia est située en fond de parcelles à proximité de la "Boire du Bois de Plante".

Au titre du Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI) Val de Tours - Val de Luynes, les terrains en UX2 sont en zone B2 (zone inondable urbanisée d'aléa moyen) et ceux en NDia sont en zone A2 (zone inondable d'aléa moyen à préserver de toute nouvelle urbanisation).

L'habitation la plus proche (avenue Yves Farges) est située à 135 m des installations.

➤ Les installations

Les activités et installations suivantes sont présentes sur le site :

- le tri et le transit de déchets métalliques,
- le transit et la dépollution de VHU,
- le transit de DEEE.

Les installations traitent annuellement 8000 à 9000 t de métaux ferreux divers et 1600 à 2000 t de métaux non-ferreux divers.

La demande d'autorisation concerne les installations nouvelles suivantes :

- le tri et le transit de DIB,
- le transit de piles et d'accumulateurs usagés (ne provenant pas des opérations de dépollution des VHU),
- une déchetterie à l'usage des particuliers, des commerçants et des artisans.

Les matériaux entrant sur le site sont divisés en 4 catégories :

- les métaux non ferreux (collectés en vrac),
- les ferrailles légères en mélange ($e < 10$ mm) : appareils ménagers hors d'usage, éléments de carrosseries automobiles,
- les ferrailles semi-lourdes ($e > 10$ mm) : rails, poutrelles, essieux...
- les ferrailles lourdes ($e > 20$ mm) à découper.

Les ferrailles semi-lourdes sont triées en vue de les cisailer, les éléments plus volumineux sont découpés au chalumeau, les éléments indésirables sont éliminés avec un grappin.

La plate-forme de tri regroupe les installations suivantes :

➤ **Description de l'établissement**

- des installations techniques principales :
 - 1 aire extérieure étanche de chargement / déchargement,
 - des casiers extérieurs sur sol étanche (béton) de stockage,
 - 1 aire extérieure sur sol étanche (béton) d'apports volontaires de 540 m^2 ,
 - 1 hangar de stockage de certains métaux et des déchets résultant des opérations de dépollution des VHU (bâtiment de 590 m^2).
- des installations techniques annexes :
 - 1 pont bascule pour poids lourds,
 - 1 balance de 2,5 t pour les particuliers et les artisans,
 - 1 station de traitement des eaux de ruissellement.
- des bureaux et locaux sociaux dans un bâtiment de plain-pied de 63 m^2 .

➤ **Cadre administratif de l'instruction**

Les installations existantes ont fait l'objet :

- des arrêtés préfectoraux N°11266 du 12 avril 1976 et N°12345 du 15 mai 1986 autorisant les établissements THAUDIERE à exploiter une installation de stockage et de récupération de déchets métalliques et de carcasses de véhicules hors d'usage.

Le récépissé de changement d'exploitant a été délivré le 24 novembre 2004 (récépissé N°17574).

- de l'arrêté préfectoral complémentaire N°17921 du 14 juin 2006 portant agrément de la société AFM Recyclage pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, 45, rue du Colombier en zone industrielle des Yvaudières à SAINT-PIERRE-DES-CORPS.

L'établissement bénéficie des droits acquis pour ce qui concerne l'activité de regroupement et de transit de DEEE mis au rebut (rubrique N°2711 de la nomenclature des installations classées) ; le volume maximal de DEEE susceptibles d'être stockés étant de 300 m^3 .

Au cours de notre visite d'inspection du 21 février 2007, nous avons constaté que des déchets industriels banals (DIB) et des déchets dangereux (batteries automobiles usagées ne provenant pas des installations de dépollution des VHU) étaient stockés sur le site de l'établissement alors que l'exploitant n'était pas autorisé à exploiter un centre de tri-transit de tels déchets. Ces installations qui relèvent de la rubrique N°167.a (A) de la nomenclature des installations classées ont conduit de ce fait Monsieur GROULT à déposer une demande visant à être autorisé à poursuivre leur exploitation.

➤ PROCEDURE D'INSTRUCTION

➤ Enquête publique

L'enquête publique à laquelle la demande de l'exploitant a été soumise s'est déroulée du 28 septembre au 31 octobre 2009.

Aucune observation écrite ou orale n'a été faite au cours de l'enquête.

Avis du commissaire enquêteur

L'examen du dossier de l'exploitant et la visite "détaillée du site et de son voisinage immédiat et lointain" ont permis au commissaire enquêteur de faire ressortir les points suivants :

1. La pollution de la nappe phréatique impose des mesures de précaution quant à la consommation des poissons de la Boire et quant à l'alimentation en eau du bétail en rive Nord du Cher.
2. Les activités de l'installation ne sont pas à l'origine de la pollution des eaux de surface ou de la nappe phréatique.
3. Les activités de l'installation génèrent des nuisances sonores habituelles à toute zone industrielle mais sont éloignées des zones résidentielles.
4. Le stockage de matériaux ou de métaux en zone A2 du PPRI ne présente pas un volume important susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux en cas de crue. En revanche, l'arasement du merlon enherbé au Sud de l'emprise semble devoir être envisagé, car il constitue un obstacle.
5. L'installation est affectée par la nécessité de respecter le règlement du POS pour les zones naturelles NDia incompatibles avec les activités de l'emprise pour environ 20% de sa surface industrielle utile. L'impossibilité pour l'entreprise de réorganiser ses activités sur la seule zone UX2 conduit à trois solutions : soit réduire les activités industrielles sur la seule emprise possible, soit délocaliser l'entreprise en zone industrielle, soit modifier la limite entre les zones NDia et UX2 avec report des espaces boisés classés en zone réellement naturelle à l'occasion d'une révision du POS.
6. Bien que l'entreprise soit située à quelques centaines de mètres d'une gare de triage de la SNCF, l'installation ne fait pas appel à la voie ferrée pour les expéditions de ses matériaux.

L'exploitant à qui le commissaire enquêteur a demandé un mémoire a répondu directement à ce dernier le 10 novembre 2009 et au préfet le 7 décembre 2009.

1- courrier au commissaire enquêteur

CONVENTION DE REJET DES EAUX PLUVIALES

L'exploitant dit avoir l'intention de contacter les services de la Mairie de SAINT-PIERRE-DES-CORPS afin de savoir s'ils "désirent" qu'une telle convention soit établie.

RISQUE D'INONDATION

L'exploitant confirme qu'en cas d'inondation, les piles, les batteries et fûts (en rétention) contenant des huiles moteur, des carburants, des produits de lave-glace, des liquides de freins, des liquides de refroidissement, seraient transférés sur le site de l'établissement de NOTRE DAME D'OE.

PIEZOMETRES (existants)

A ce propos, il est indiqué que les 3 piézomètres qui ont été mis en place sur le site de l'établissement résultent d'une démarche volontaire.

RECUPERATION DU VERRE

Sur ce point, l'exploitant précise que le démontage des pare-brise n'est pas effectué car ces matériaux ne seraient pas recyclés mais mis en décharge.

EXPEDITIONS PAR VOIE FERROVIAIRE

Cette voie de transfert des matériaux n'est pas utilisée car selon l'exploitant, le site de SAINT-PIERRE-DES-CORPS n'est pas embranché et le volume des activités n'est pas compatible.

POS DE SAINT-PIERRE-DES-CORPS (cf. à ce propos le point suivant)

2- courrier au préfet

L'exploitant précise que les recommandations N°3, 4, 6 et 7 ci-dessus ne relèvent pas de sa compétence.

Concernant la recommandation N°1 visant à faire en sorte que les installations respectent les dispositions du règlement d'urbanisme relatif à la zone NDia, l'exploitant indique qu'une telle disposition qui reposerait selon lui sur une erreur de positionnement de cette zone à la suite de la révision du POS en 2000, n'est pas réalisable car elle réduirait d'1/3 la surface disponible.

Concernant la recommandation N°2 qui consisterait à étudier la "nécessité d'araser le merlon" existant, l'exploitant dit ne pas comprendre l'intérêt à faire cela. Le merlon existait déjà lorsque l'établissement a été racheté (en 2003) aux Ets THAUDIERE. L'exploitant dit l'avoir simplement reprofilé et avoir réduit son emprise de 17 m du côté Est et de 4 m côté Ouest afin de réduire le volume de cet obstacle en cas de crue. Avec le temps, le merlon s'est naturellement végétalisé et permet ainsi de protéger la zone naturelle existante à proximité de "la Boire".

Concernant la recommandation N°5, l'exploitant rappelle que l'effet de loupe qui le 13 août 2007 aurait provoqué un incendie n'était qu'une hypothèse et que rien ne permet d'affirmer qu'il s'agissait bien du facteur déclenchant. Il précise également que le risque d'incendie est contrôlé du fait de l'organisation mise en place : les stocks sont limités à quelques véhicules, les allées sont larges et maintenues dégagées, sur toutes les zones il est interdit de fumer, les zones de découpage au chalumeau sont éloignées des zones à risque d'incendie, des formations d'équipier incendie sont faites, les matériels de lutte contre l'incendie sont opérationnels et régulièrement contrôlés.

Considérant ce qui précède, le commissaire enquêteur a émis un avis très favorable en recommandant :

- 1- d'accorder un délai de 5 ans à la société AFM RECYCLAGE pour se mettre en conformité avec le POS de la ville de SAINT-PIERRE-DES-CORPS,
- 2- d'étudier la nécessité d'un arasement du merlon au Sud de l'installation,
- 3- de prendre toutes mesures de précaution ou de sauvegarde concernant la santé des pêcheurs de la Boire et du bétail entre l'installation et le Cher,
- 4- d'actualiser éventuellement le cahier des charges concernant le recyclage du verre dans la dépollution des véhicules hors d'usage,
- 5- d'étudier si des mesures nouvelles doivent être prises pour diminuer le risque d'incendie par le verre des véhicules,
- 6- de rétablir l'écoulement dans la Boire par curage de son lit en associant les communes concernées,
- 7- de prendre des mesures d'enlèvement rapide des véhicules abandonnés sur le domaine public devant l'installation.

➤ Avis des conseils municipaux

L'avis du conseil municipal de SAINT-AVERTIN ne nous a pas été communiqué.

Commune de LA VILLE-AUX-DAMES

A l'issue de sa délibération en date du 26/10/2009, le conseil municipal, considérant que des mesures ont été prises en matière de :

- station de dépollution des VHU,
- réalisation de trois piézomètres de 6 mètres de profondeur,
- maîtrise du risque incendie par des mesures internes,
- consignes de sécurité mises à jour et suivies par les sept collaborateurs du site,

a émis un avis favorable.

Ville de SAINT-PIERRE-DES-CORPS

A l'issue de sa délibération du 16 novembre 2009, le conseil municipal de SAINT-PIERRE-DES-CORPS a "décidé d'émettre un avis favorable à la demande" de l'exploitant et :

- rappelle que les parcelles cadastrales (987 m² environ) qui sont en zone boisée classée et en zone naturelle protégée doivent être aménagées conformément aux prescriptions du zonage NDia du POS communal,
- demande la mise en place d'une convention avec la commune de SAINT-PIERRE-DES-CORPS concernant le rejet d'eaux pluviales.

➤ Avis des services consultés

Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine d'Indre-et-Loire - Avis du 30/07/2009

Le SDAP indique que l'installation étant située hors de tout espace protégé au titre des monuments historiques et des sites, le projet n'appelle aucune remarque.

Service régional de l'archéologie de la Direction régionale des affaires culturelles Centre - Avis du 03/08/2009

Ce Service précise que si dans un délai de deux mois à compter de la date mentionnée à l'alinéa précédent (30/07/2009, date de réception du dossier de l'exploitant par la DRAC), soit le 29/09/2009 au plus tard, le préfet de région n'a édicté aucune prescription ou n'a pas fait connaître son intention d'en édicter, le projet ne donnera pas lieu à prescriptions archéologiques, en application de l'article L. 522-2 du Code du Patrimoine.

Service Interministériel de Défense et de Protection Civile - Avis du 14/08/2009

Le SIDPC précise que la société AFM RECYCLAGE se situe sur une commune qui est concernée par :

- un Plan d'Exposition aux Risques Naturels Prévisibles (P.E.R.) inondations,
- deux Plans Particuliers d'Intervention (P.P.I.) pour Primagaz et les Dépôts Pétroliers,
- le transport de matières dangereuses,
- la traversée d'une canalisation de transports de gaz naturel haute pression.

Délégation inter-services de l'eau et de la nature - Avis du 18/08/2009

La Disen a fait les observations suivantes :

- les eaux pluviales de ruissellement ainsi que les eaux de lavage des camions et engins de chantier sont collectées et évacuées après traitement dans la Boire du Bois de Plante par l'intermédiaire d'un réseau pluvial et d'un fossé. Les résultats d'analyses de ces rejets effectués en février 2007 et en mars 2008, sont comparés aux valeurs de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sans faire apparaître l'incidence de ces rejets sur la qualité de l'eau de la Boire du Bois de Plante dont une partie est située dans le périmètre de protection rapprochée du captage AEP de Saint-Pierre-des-Corps,

- l'impact des rejets devra être étudié afin de proposer des niveaux d'épuration compatibles avec l'objectif de qualité de l'eau de la Boire du Bois de Plante.

Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle d'Indre-et-Loire - Avis du 20/08/2009

Absence d'observation.

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - Avis du 14/09/2009

Absence de remarque.

Direction régionale de l'environnement CENTRE - Avis du 21 septembre 2009

Avis favorable.

Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Indre-et-Loire - Avis du 29/09/2009

Le Service Prévision indique que "les conclusions de l'étude permettent de mettre en évidence, au regard des risques d'incendie, d'explosion et de pollution, la réalisation de mesures constructives en matière de prévention et de prévision. En conséquence, cette installation n'appelle aucune remarque particulière".

Direction Départementale de l'Équipement d'Indre-et-Loire - Avis du 12/11/2009

La DDE indique que :

Site : Cette société qui emploie 7 salariés existe juridiquement depuis 2003, date à laquelle l'ancienne entreprise "Thaudière" a changé d'exploitant pour devenir AFM Recyclage.

Ce dossier ne concerne qu'une régularisation de la situation existante et ne présente aucun projet nouveau ou extension des installations actuelles. L'évolution technique des différentes activités telles que la collecte et le transit des batteries usagées, le stockage de pneumatiques usagés ou encore la collecte et le transit des DIB et DEEE a nécessité une actualisation des autorisations d'exploiter dont les dispositions n'étaient plus conformes aux pratiques actuelles.

Urbanisme : La commune de Saint Pierre des Corps possède un PLU dont l'élaboration date du 12/09/2000, depuis cette date, plusieurs modifications ou mise à jour ont eu lieu, la dernière a été approuvée le 7 août 2008.

Le site est localisé dans sa partie nord en zone UX2 du PLU et dans sa partie sud en zone NDia où existe également un espace boisé classé. Le secteur UX2 est prévu pour accueillir des activités industrielles. En revanche, le secteur NDia est destiné à recevoir le terrain d'accueil intercommunal des gens du voyage, certains équipements sportifs en complément de ceux existants ainsi que les équipements liés au stockage de déchets verts. Son occupation actuelle par des casiers de stockage pour l'activité d'AFM Recyclage ne semble pas répondre à ces critères. Cependant, il est probable que ceux-ci sont préexistants au règlement d'urbanisme. La municipalité devra être en mesure de vérifier ces éléments.

Il existe une servitude d'établissement de canalisation électrique.

Paysage - environnement du site - intégration : Les installations de AFM Recyclage sont implantées dans une zone industrielle essentiellement entourée d'établissements d'activités industrielles et de quelques habitations. La plus proche est identifiée à 130 m.

Le paysage est donc à dominante industrielle. Le site examiné présente des espaces verts comportant notamment des hautes tiges, un aménagement particulier autour de la station de traitement des eaux de ruissellement a été réalisé. En dehors de ces espaces verts, l'ensemble de la surface du site est imperméabilisé.

Faune-Flore : Les espaces verts présents sur le site ont été aménagés après sa création, en conséquence, ces aménagements artificiels ne révèlent que des espèces communes aux milieux avoisinants et ne présentent pas d'intérêt écologique particulier. C'est au-delà des parcelles d'AFM Recyclage, près de la Boire du Bois de Plante que la faune et flore deviennent plus intéressantes.

Risques naturels : Le terrain sur lequel est implanté l'ensemble de l'établissement est répertorié, pour la partie Nord construite, en zone inondable d'aléa moyen (zone urbanisée inondable) du plan de prévention des risques inondation de la Loire dans son tronçon "Val de Tours - Val de Luynes" (approuvé le 29 janvier 2001). La partie Sud, quant à elle, est en zone A2 (zone inondable à préserver de toute urbanisation nouvelle) et comporte des aires de manutention et des bennes de stockage, ne pouvant ainsi être qualifiée de zone non occupée. En outre, certains espaces verts ont été aménagés sous forme de merlon ce qui n'est pas très favorable aux écoulements en cas de crue, aggravant éventuellement la situation au regard des champs d'expansion de la Boire et du Cher. Néanmoins, si ces ouvrages (bennes et merlon) sont antérieurs à l'approbation du PIG inondation du 21/11/1996, ils peuvent être maintenus.

L'exploitant déclare avoir pris les mesures nécessaires quant au stockage des liquides dangereux, des batteries et autres produits toxiques dans des récipients étanches sur rétention, il précise que les citernes aériennes de fioul sont lestées et fixées au sol, et que les orifices de remplissage sont étanches et les événements au-dessus des PHEC.

Cependant, quelques inexactitudes ou omissions existent dans le dossier :

- il faudrait spécifier que le terrain est inondable par débordement éventuel de la Boire, par submersion ou rupture de la digue du Cher (proche) ou celle de la Loire,
- le milieu récepteur des eaux de ruissellement n'est pas la Loire mais le Cher,
- les PHEC ne sont pas à 51 m mais à 50,50 m,
- les données topologiques concernant les parcelles d'AFM Recyclage affichent une cote moyenne du site variant de 48,10 m à 45,50 m, traduisant ainsi une submersion potentielle de 5 m à 2,50 m des terrains, ce dont l'exploitant ne fait nulle part mention.

Risques technologiques : L'exploitant n'a pas traité cet aspect de façon exhaustive dans son chapitre relatif au risque industriel.

La zone d'activités des Yvaudières comprend en effet deux établissements : les dépôts pétroliers CCMP et GPSPC Ouest et Est classés en site SEVESO seuil haut, qui doivent faire l'objet de l'élaboration d'un plan de prévention des risques conformément aux dispositions de la loi n°20036699 du 30 juillet 2003. Le périmètre d'étude du PPRT a été prescrit le 27 octobre 2009 et les éléments de connaissances disponibles à ce jour permettent d'indiquer que cet établissement est soumis à certains phénomènes dangereux générés par les installations à l'origine du risque, et notamment des effets de surpression.

Le bâti existant pourrait ainsi faire l'objet de prescriptions eu égard à son niveau d'exposition aux phénomènes de surpression, avec par exemple des recommandations de renforcement des vitrages simples par des vitrages feuilletés, le renforcement de l'ancrage des cadres des ouvertures extérieures...

Bruit : L'exploitant déclare ne pas générer de nuisances sonores compte tenu des horaires d'activités de l'entreprise et du contrôle régulier des matériels. Néanmoins, les activités de broyage, découpage, cisailage et pressage, sans oublier les nombreuses manutentions des matériaux, sont-elles exemptes de bruits et éventuellement de nuisances pour l'habitation la plus proche localisée à 130 m. Une étude des mesures acoustiques permettrait de le démontrer.

En conséquence, cette Direction dit proposer un avis favorable à la demande formulée par la société AFM Recyclage, en demandant que soient prises en compte les données complémentaires relatives au risque technologique, que soit confirmée ou non l'antériorité du stockage dans la zone inondable A2 par rapport au PIG inondation de 1996 au droit du site, et que soit démontrée l'absence de nuisances acoustiques vis-à-vis de la maison la plus proche.

➤ Avis du CHSCT

Dans son avis en date du 17/12/2009, le CHSCT indique que le dossier ainsi que l'avis du commissaire enquêteur n'appellent aucun commentaire.

➤ MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

➤ Dispositions retenues en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Mesures prises ou envisagées pour supprimer, limiter et si possible compenser les inconvénients

1- Eau

Les installations ne consomment pas d'eau et ne rejettent pas d'effluents liquides usés à l'exception de ceux qui résultent des opérations de lavage des camions et des engins de chantier.

Toutes les zones intérieures et extérieures dédiées aux installations ainsi que les voies de circulation et les aires de parkings sont imperméables (sol béton).

Les effluents usés provenant des opérations de lavage des véhicules et des engins de chantier ainsi que les eaux météoriques qui s'écoulent sur les aires étanches sont collectés, canalisés et dirigés dans une station de traitement constituée d'un décanteur lamellaire et d'un séparateur d'hydrocarbures. Après traitement, les effluents sont rejetés dans le réseau communal canalisé des eaux pluviales qui localement aboutit dans la "Boire du Bois de Plante".

Les effluents ainsi traités sont régulièrement analysés par un laboratoire agréé. Les résultats (exprimés en mg/l) des analyses réalisées en 2007 et en 2008 sont les suivants :

pH	Indice Phénol	DCO	MES	Cr	Cu	Cd	P	Ni	Pb	Zn	Hg	HC	Total métaux
7,85	0,055	67	13	<0,05	<0,05	<0,008	<0,1	<0,05	<0,05	0,13	<0,0005	0,37	0,13
7,95	<0,01	89	22	<0,05	<0,05	<0,008	0,9	<0,05	0,06	0,21	<0,5	0,32	1,88
5,5-8,5	0,3	300	100				10		0,5			10	15

Les résultats des mesures sont très inférieurs aux VLE (indiquées en 3^{ème} ligne) fixées par l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.

L'exploitant a mis en place en septembre 2008, 3 piézomètres à 5,50 m de profondeur (1 en amont et 2 en aval hydraulique du sens d'écoulement de la nappe d'eau souterraine) permettant de contrôler la qualité de la nappe phréatique.

2- Air

Cet établissement ne pose pas de problèmes particuliers à cet égard.

3- Bruit

Les opérations extérieures de manutention sont ponctuelles et ne sont réalisées qu'en période diurne les jours ouvrés.

La zone à émergence réglementée la plus proche est à plus de 100 mètres des installations.

Le trafic routier lié aux opérations de chargement / déchargement de déchets est très limité (de l'ordre de quelques véhicules lourds par jour).

4- Déchets

Les déchets liquides (huiles usagées, liquides de refroidissement usagés, liquides de freins...), et solides (batteries, filtres) récupérés au cours des opérations de dépollution des VHU sont stockés dans des conteneurs (fermés lorsqu'il s'agit de déchets liquides), sur rétention, placés à l'intérieur d'un hangar. Chaque élimination fait l'objet de l'émission d'un Bordereau de Suivi de Déchets.

Mesures propres à réduire la probabilité et les effets des accidents

De par la nature même de ses activités, AFM Recyclage n'emploie pas et de fait ne stocke pas de substances dangereuses susceptibles d'être à l'origine d'un risque accidentel. Par contre, cet établissement stocke des matières combustibles et la demande d'autorisation concerne également le tri-transit de DIB (papiers, cartons, plastiques notamment). Il convient également de rappeler que les opérations de découpage d'éléments métalliques épais se font à l'aide d'un chalumeau.

L'exploitant a pris un certain nombre de mesures visant à réduire au maximum le risque d'incendie :

- formation du personnel (l'oxycoupage est réalisé par du personnel qualifié selon des consignes préétablies),
- consignes de sécurité incendie,
- interdiction généralisée de fumer...

il dispose également de moyens de lutte contre l'incendie :

- 1 RIA,
- 1 poteau d'incendie d'un débit de 212 m³/h (1 poteau extérieur à 50 m des installations),
- des extincteurs.

Il dispose également d'un obturateur mécanique permettant de protéger le réseau d'eau pluviale en cas d'incendie.

L'exploitant a également pris des mesures de prévention concernant le risque d'inondation :

- les piles et les batteries sont stockées dans des récipients étanches, à l'intérieur d'un hangar, placés au-dessus des PHEC,
- les récipients contenant les liquides récupérés au cours des opérations de dépollution des VHU (huiles usagées, liquides de refroidissement, liquides de freins...) sont situés dans un hangar et sont placés au-dessus des PHEC,
- la citerne aérienne de stockage de fioul est ancrée au sol et son tube d'évent débouche au-dessus du niveau des PHEC.

Si besoin, tous les produits liquides dangereux seraient transférés sur le site de l'établissement AFM Recyclage de NOTRE DAME D'OE.

➤ Dispositions retenues en relation avec la procédure d'instruction

L'instruction de la demande a mis en évidence plusieurs problématiques déclinées ci-dessous :

1- La situation des installations par rapport aux dispositions du règlement d'urbanisme du PLU

Les terrains occupés sont pour partie en zone UX2 (zone d'activités industrielles) et, côté Boire, pour partie en zone NDia (zone naturelle). La limite actuelle entre ces 2 zones résulte du PLU dont l'élaboration date du 12/09/2000 mais avant cela, cette limite était située à une quarantaine de mètres plus au Sud. Cette bande d'une quarantaine de mètres de largeur est occupée par plusieurs casiers de stockage de déchets métalliques. Il est utile de préciser que sur cette zone, le précédent exploitant stockait depuis 1976, date de l'arrêté d'autorisation initiale, des ferrailles et des VHU. La nature même des activités, sur cette zone, n'a donc pas changé.

La demande d'autorisation concerne le transit de DIB, le transit de batteries usagées et, complémentairement, une déchetterie à l'usage des particuliers, des commerçants et des artisans.

Le tri-transit de DIB sera réalisé exclusivement sur la zone en UX2.

La zone d'apports volontaires sera située à proximité de l'entrée du site, en zone UX2.

Les éventuels stockages de DEEE seront également situés en zone UX2.

Le projet d'arrêté joint au présent rapport conditionne l'autorisation à la seule zone en UX2.

Les stockages de déchets métalliques, autorisés depuis 1976, peuvent donc demeurer dans l'actuelle bande de terrains en zone NDia. Rappelons à ce propos que leur zone de stockage est située sur l'ancienne zone en UC, en dehors donc de l'ancienne zone en ND.

2- Le merlon

Un merlon de terre de 4 mètres de hauteur et d'une cinquantaine de mètres de longueur sur environ 12 mètres de large est effectivement présent en fond de parcelles, zone NDia. Le sommet du merlon est écrêté (le "plateau" supérieur fait 5 m de large). Il a été réalisé sur l'ancienne zone ND (le côté Nord de la base du merlon est positionné à environ 5 m à l'intérieur de l'ancienne zone en UC). Il est utile de préciser que le merlon n'occupe pas toute la largeur des parcelles de terrains : côté Est, un passage d'une douzaine de mètres et côté Ouest, un passage de 1,5 mètre sont libres.

L'exploitant indique qu'il existait déjà quand en 2003 il a repris l'établissement que les Ets THAUDIERES exploitaient. Il précise qu'il s'agissait d'une zone sur laquelle étaient accumulés des déblais et des gravats et que de ce fait, il fut nécessaire de reprofiler ce "merlon" et de limiter son emprise qui occupait toute la largeur des terrains.

➤ AVIS ET PROPOSITIONS DU SERVICE INSTRUCTEUR

1- La situation des installations par rapport aux dispositions du PLU

Il est important de rappeler que la demande de l'exploitant concerne exclusivement le transit de DIB, le transit de batteries usagées et, complémentairement, une déchetterie à l'usage des particuliers, des commerçants et des artisans. Elle ne concerne pas les dépôts existants de déchets métalliques autorisés par les arrêtés préfectoraux N°11266 du 12 avril 1976 et N°12345 du 15 mai 1986 lesquels sont cependant en partie situés sur l'actuelle zone ND.

La mise en conformité avec les dispositions du règlement d'urbanisme afférant à la zone de 957 m² en NDia évoquée par le commissaire enquêteur et indiquée par le conseil municipal de SAINT-PIERRE-DES-CORPS, ne pose pas de problème particulier pour ce qui concerne les installations projetées :

- les installations de tri-transit de DIB, objet de la demande d'autorisation, ont vocation à être implantées sur la zone en UX2 (cette disposition est reprise dans le projet d'arrêté joint au présent rapport) et uniquement sur cette zone,
- la zone de stockage des batteries usagées est située à l'intérieur du hangar construit sur le site en zone UX2 (cette disposition est également reprise dans le projet d'arrêté joint au présent rapport),
- les liquides dangereux provenant de la dépollution des VHU sont stockés dans le hangar situé en zone UX2,
- la zone d'apports volontaires est prévue en zone UX2 (cette disposition est également reprise dans le projet d'arrêté joint au présent rapport),
- la zone de stockage des DEEE (actuellement, il n'y a pas de DEEE sur le site) devra être réalisée en zone UX2 (cette disposition est également reprise dans le projet d'arrêté joint au présent rapport).

Pour ce qui concerne les dépôts en casiers de déchets métalliques existants sur l'actuelle zone ND, afin de ne pas augmenter leur quantité, nous proposons de limiter les quantités à 200 t (disposition reprise dans le projet d'arrêté joint au présent rapport).

2- Le merlon

Au vu des pièces du dossier du précédent exploitant, les Ets THAUDIERE, il est quasiment acquis que le "merlon" a été réalisé après novembre 1996 (probablement début 1997), date du PPRI. Il ne peut donc formellement bénéficier de l'antériorité. Pour autant, il n'est pas le fait de l'exploitant actuel qui n'a fait qu'améliorer la situation passée : reprofilage du "merlon" et dégagement des côtés latéraux. Sa volumétrie ne serait pas un obstacle important à l'écoulement des eaux en cas de crue atteignant le niveau des PHEC (Plus Hautes Eaux Connues).

Le merlon qui, au fil du temps s'est naturellement enherbé, constitue une transition physique naturelle entre la zone en UX2 (zone d'activités industrielles) et la zone en NDia (zone naturelle) en rive Nord de la "Boire du Bois de Plante".

A notre avis, il n'y aurait aucun intérêt à supprimer ce merlon mais pour le maintenir en l'état il nous paraît pertinent d'envisager de le planter afin de mieux l'intégrer dans le paysage naturel des rives de la "Boire du Bois de Plante" (disposition reprise dans le projet d'arrêté joint au présent rapport) et d'assurer ainsi une transition de meilleure qualité entre les zones UX et ND, laquelle zone ND est localement occupée par des plantations d'arbres.

3- La situation des installations par rapport au PIG inondation

Il est acquis que les dépôts de ferrailles, de VHU, de pièces automobiles... résultant des activités du précédent exploitant, les Ets THAUDIERES, étaient présents en zone inondable A2 depuis 1976. En tout état de cause, l'exploitant a pris les dispositions nécessaires permettant de sécuriser ses installations et de limiter au maximum les risques en cas d'inondation.

4- Les nuisances acoustiques

Dans son avis, la DDE a demandé que soit démontrée l'absence de nuisances acoustiques vis-à-vis de la maison la plus proche.

Aucune activité bruyante n'est exercée sur le site et la maison en question est située à 135 m des installations mais il est vrai que l'exploitant n'a pas réalisé de mesures de bruit qui aurait effectivement permis de démontrer l'absence de nuisances acoustiques au droit de cette maison. Il est précisé à ce propos qu'en application des dispositions (article 5) de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées, l'exploitant "doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement". Cette disposition, reprise dans le projet d'arrêté joint en annexe au présent rapport, permettra de répondre formellement à la demande de la DDE.

5- Rejet d'eaux pluviales dans le réseau communal des EP

Le rejet d'eaux pluviales, en aval du décanteur-séparateur d'HC, dans le réseau communal devra être autorisé, éventuellement sous conditions, par la collectivité (disposition reprise dans le projet d'arrêté joint au présent rapport).

6- La situation des installations par rapport aux Ets SEVESO

L'établissement est situé à l'intérieur des limites du périmètre d'étude du PPRT tel qu'il a été présenté au CLIC du 24/11/2008. La carte des aléas générés par les dépôts pétroliers bien que non encore finalisée, indique que l'établissement serait partiellement compris dans une zone d'aléa de surpression faible qui, lorsque le PPRT sera approuvé, devrait conduire le préfet à formuler un certain nombre de recommandations. Ces recommandations qui restent encore à préciser ne peuvent donc pas faire l'objet de prescriptions pouvant être reprises dans un arrêté d'autorisation.

➤ CONCLUSION

Dans le cadre de l'enquête publique à laquelle la demande de Monsieur GROULT, Président Directeur Général de la Société AFM RECYCLAGE, a donné lieu, aucune observation écrite ou orale n'a été faite.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

Les conseils municipaux ont émis un avis favorable.

Les Services consultés dans le cadre de la procédure administrative ont tous émis un avis favorable ou sans observation. Il a été répondu aux questions posées par la DDE.

Dans ces conditions, considérant ce qui précède et en particulier l'ensemble des dispositions prises par l'exploitant, l'inspection des installations classées est favorable à la demande de Monsieur GROULT, Président Directeur Général de la Société AFM RECYCLAGE.

L'avis, favorable, de l'inspection des installations classées est cependant conditionné par le respect du projet de prescriptions techniques joint au présent rapport. Ce projet reprend notamment les principales dispositions de la circulaire ministérielle du 30/08/1985 relative aux installations de transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels. Il reprend également l'ensemble des propositions du Service d'Inspections des Installations Classées

En application de l'article R. 512-25 du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code, le présent rapport ainsi que les propositions du service de l'Inspection des Installations Classées concernant les prescriptions techniques envisagées seront présentés au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

